



COP22 à Marrakech : Le royaume du business

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 25 novembre 2016

grain.org 7 novembre 2016

Région : [Afrique subsaharienne](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#), [Économie](#), [Environnement](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#), [Transnationales](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Photo : North African Post

L'Afrique sera à l'honneur lors de cette Conférence des Parties sur les Changements climatiques (COP 22) à Marrakech entendons nous dire un peu partout. C'est une COP africaine insiste-t-on du côté du Comité marocain de pilotage de la COP. Un Pavillon Afrique sera dressé et son animation sera assurée par la Banque Africaine de Développement (BAD), le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique(CEA), dont l'un des rôles est d'appuyer la mise en place d'un environnement favorable au développement du secteur financier, à l'esprit d'entreprise et aux activités du secteur privé.

Ainsi donc, au niveau global comme au niveau africain, ce sont les banques et les entreprises qui capturent le débat sur le changement climatique. Celles-là même qui, par leur recherche effrénée du profit avant tout, sont les principales responsables du réchauffement climatique.

Les thématiques choisies pour cet espace sont également lourdes de sens : la finance climatique, le transfert de technologie, l'industrialisation et l'adaptation de l'agriculture.

Que l'on ne s'y méprenne pas, il ne sera donc nullement question de réfléchir à d'autres modes de produire et de vivre pouvant permettre de faire baisser de façon conséquente nos émissions de gaz à effet de serre.

Au contraire ceux qui prendront la peine de se déplacer auront à apprécier le fossé qui sépare la réalité que vivent les communautés, les paysans et paysannes d'Afrique et du Monde et l'aveuglement qui caractérise certains acteurs en charge des politiques qui devraient régler la question du climat.

Ces derniers continuent à parier sur la technologie pour apporter des solutions au problème du réchauffement climatique. Or c'est précisément elle la principale cause du réchauffement climatique et de la destruction de notre planète.

La (BAD) en pointe dans le soutien à « cette COP africaine » semble notamment être loin de cerner l'urgence climatique pour les agriculteurs et agricultrices d'Afrique. Pour cette dernière le développement agricole de l'Afrique passe tout particulièrement par l'accès aux engrais[i], alors qu'ils polluent les sols, participent au réchauffement climatique en émettant

des gaz à effet de serre (GES) et augmentent la facture énergétique mondiale.

Le Président de la BAD se déclare sur la même longueur d'onde que le PDG de l'Office chérifien des phosphates(OCP) qui exploite le gisement de phosphate marocain, le plus important au monde et est donc un acteur incontournable pour le commerce des engrais.

L'OCP, qui utilise des procédés mis au point par Monsanto et prétend « contribuer à une réelle révolution verte du continent »[ii], vient même de créer une nouvelle usine, l' « Africa Fertilizer Complex » afin de pouvoir inonder le marché africain. Et ce alors que l'Union européenne envisage de bloquer les importations d'engrais marocains du fait de leur forte teneur en cadmium[iii].

Ainsi les multinationales du secteur des engrais, qui sont en vérité les ennemis du climat à cause des méfaits de leurs produits[iv], vont continuer à faire des profits énormes comme lors de la crise alimentaire de 2007 et continuer les mêmes agissements dans les négociations climatiques et au sein de cette Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat mis en place pour soutenir une autre arnaque pour l'agriculture qu'est le Climate Smart Agriculture.

Elles feront la promotion de la REDD (Réduction des missions liées à la déforestation et la dégradation des forêts), du Climate Smart Agriculture(ou Agriculture Intelligente face au Climat) et désormais de leur nouvelle trouvaille : l'initiative AAA (Adaptation de l'Agriculture Africaine). Née pour capter l'argent du Fonds Vert Climat, cette initiative, encouragée par des Institutions comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture(FAO) envisage de soutenir l'adaptation au changement climatique de l'agriculture africaine avec des fonds privés.

Ne nous y trompons pas : cette Initiative Triple A qui vise selon les promoteurs à l'adaptation de l'agriculture africaine aux changements climatiques[v], n'est en fait qu'une nouvelle illusion à servir aux paysans et paysannes d'Afrique et dont déjà 27 Pays Africains se font complices.

La cible de toutes ces initiatives aux noms ronflants, c'est la destruction de l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire. On sait pourtant aujourd'hui que l'agriculture industrielle porte une lourde responsabilité dans les émissions de gaz à effet de serre et que l'agriculture paysanne et la relocalisation des productions près des consommateurs constituent l'une des solutions pour refroidir la planète[vi].

La COP 22 de Marrakech comme la précédente de Paris a aiguisé tous les appétits, surtout ceux du secteur du business et de belles opérations marketing ont été montées pour le profit de la soi-disant « finance verte ». Finance verte qui sera le thème du « Climate Finance Day » qui se tiendra 3 jours avant l'ouverture du folklore climatique de cette année à Casablanca.

Gérard Mestrallet, le patron du Groupe Energétique Français ENGIE déclarait que 70% des investissements pour réaliser les objectifs de lutte contre les changements climatiques viendraient de sources privées. Il faut dire que le secteur de l'énergie - fossile et renouvelable- est l'un de ceux qui attire aujourd'hui fortement les investisseurs en quête de surprofits.

Et le Maroc n'est pas en reste. Alors qu'il fait appel à l'investissement étranger pour créer

non seulement son mégaprojet de centrale solaire Noor, mais aussi de nouvelles centrales à charbon et à gaz (tout en n'écartant pas l'éventualité de centrales nucléaires), il se positionne de plus en plus sur les marchés africains : c'est ainsi que la société marocaine Nareva, filiale du holding royal SNI et la société française Engie ont conclu un protocole d'accord afin de conquérir de nouveaux marchés sur le continent, et dans un premier temps, en Égypte, Côte d'Ivoire, Sénégal, Ghana et au Cameroun. Comble de toutes les contradictions, il passe un accord avec la Côte d'Ivoire afin de créer des centrales à charbon. L'émoi qu'avait suscité cette information en Cote d'Ivoire et en Afrique avait donné lieu à des Pétitions[vii] et autres dénonciations.

Ainsi donc, Marrakech ne sera ni plus ni moins que le rendez-vous déjà vu de la célébration des fausses solutions et des mensonges pour « sauver le climat ». Des banques, comme la Société Générale ont commencé depuis bien longtemps à parrainer des rencontres climat et la grosse armada des multinationales, surtout celles engagées dans l'agriculture industrielle et l'énergie, est déjà entrée en scène.

Or les populations les plus démunies sont parmi les premières victimes des dérèglements climatiques qui affectent leurs vies quotidiennes. Les paysans et paysannes africain(e) sont contraint(e)s à migrer lorsque leurs terres sont dévastées par les catastrophes climatiques et sont aussi cerné(e)s par les fausses solutions proposées par les multinationales et les gouvernements lors de ces grandes messes internationales que sont les Conventions des Parties, qui viennent à peine de reconnaître la nécessité de limiter le réchauffement climatique à 2°, voire 1,5°. Vingt et un ans de réunions pour ce résultat !

Ne laissons pas le débat climatique aux mains de la finance et des multinationales. Le réchauffement climatique, les peuples le subissent, ce débat est le leur et ils ont des propositions et des solutions.

Rabat, Accra, 26 octobre

[i] http://telquel.ma/2016/07/24/bad-soutient-les-initiatives-ocp-en-afrique_1507692

[ii] http://observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/3521/OCP,_un_acteur_industriel_engag_E9_pour_une_agriculture_performante_et_durable_en_Afrique_.html

[iii] <http://www.agrimaroc.ma/alerte-le-phosphate-de-l-ocp-bientot-interdit-en-europe/>

[iv] <https://www.grain.org/article/entries/5271-les-exxon-de-l-agriculture>

[v] <http://www.latribune.fr/opinions/blogs/euromed/le-maroc-lance-l-initiative-triple-a-consacree-a-l-agriculture-africaine-606361.html>

[vi] Cf. Hold up sur le climat : comment le système alimentaire est responsable du changement climatique et ce que nous pouvons faire, Grain, CETIM, 2016.

[vii] https://secure.avaaz.org/fr/petition/AU_GOUVERNEMENT_IVOIRIEN_SAUVER_LA_POPULATION_IVOIRIENNE_et_a_la_COMMUNAUTE_INTERNATIONALE/?tNdCpdb

La source originale de cet article est grain.org
Copyright © Grain, grain.org, 2016

Articles Par : Grain

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca